

Rencontres économiques d'Aix-en-Provence 7, 8 et 9 juillet 2017

Les défis soulevés par les rencontres économiques d'Aix en Provence portent cette année en grande partie, sur la technologie et la mondialisation. Des sujets à la fois porteurs d'espoirs et de nouvelles perspectives, mais aussi de déséquilibres territoriaux, de flux migratoires et de risques éthiques et environnementaux. La prospérité ne se résume pas à l'enrichissement personnel mais elle repose aussi sur « *un contrat social humaniste et durable* » qui harmonise grâce à des institutions, les libertés individuelles et collectives.

Les différentes rencontres d'Aix en Provence 2017 ont permis de nous éclairer sur ces sujets, grâce aux interventions de professionnels, intellectuels et hommes politiques.

Les nouvelles technologies nous rendent-elles aveugles ?

La révolution industrielle comporte 3 caractéristiques : Le doute qu'elle suscite pour les citoyens, les délais qu'elle implique, et certains dysfonctionnements qui y sont liés. Les nouvelles technologies génèrent des résistances, mais aussi des inégalités.

S RICHARD (Orange)

En quoi les nouvelles technologies nous rendent-elles aveugles ?

Il semble important de voir les nouvelles technologies comme une solution. Il s'agit d'un « *moi* », augmenté. On peut considérer qu'elles vont : « *rendre la vue à des aveugles* ». En distribuant du savoir au monde entier, elles contribuent à l'élévation des peuples.

Aujourd'hui, un individu sur deux n'a pas accès à internet. On assiste à un phénomène « d'info-obésité » pour désigner la quantité d'information générée à travers les nouvelles technologies. Cela comprend des opportunités, mais aussi des menaces. L'hégémonie de Google montre la défaillance européenne dans le domaine des nouvelles technologies.

« Les Millennials » (digital natives, génération Y, pour désigner ceux qui sont nés entre les années 1980 et 2000 et qu'on dit être la génération la plus importante depuis les baby-boomers) sont moins sensibles aux questions de partage des données personnelles.

Enfin, l'Europe a du retard dans ce domaine par rapport aux USA et à l'Asie et la réglementation sur le sujet est encore trop laxiste.

WAHL (La Poste)

Les nouvelles technologies nous sidèrent mais ne nous rendent pas aveugles. Le digital n'absorbera pas les relations entre les hommes. Ce phénomène redéfinit simplement de nouvelles formes de relations sociales.

Des opportunités en découlent comme l'accélération de la croissance. Ce phénomène pose la question de la « servitude volontaire ». Que laisserons nous de nous avec le digital ? Le facteur humain devra rester à l'origine de tout. La protection numérique est la clé de la confiance des acteurs.

A quoi ressembleront les consommateurs du futur ?

DUMAZY, Edenred

Le client d'aujourd'hui est éduqué lorsqu'il envisage un achat. En 2020, « les Millenials » représentent la moitié de la population.

Le défi des détaillants est de savoir être omnicanal (flux client, produit et magasin). La data est fondamentale dans ce nouveau challenge.

De plus, l'expérentiel tient une place de plus en plus importante. En effet, aujourd'hui le client achète une expérience vécue, plus qu'un produit. Il veut donner du sens à son achat. L'intelligence artificielle doit se placer dans l'émotionnel.

Le consommateur a besoin de sens. Il y a une nécessité d'apporter du lien entre les consommateurs à travers l'acte d'achat. Il appartient au consommateur de trouver le juste équilibre entre digital et physique.

JEANTET, SNCF

L'utilisateur est passif et contraint de choix imposé. A l'inverse, le client a du choix. Le client veut plus de services à bord. (wifi, taxi à l'arrivée..)

B DUMAZY, Edenred

Edenred est leader mondial des services prépayés aux entreprises (ex : le ticket restaurant).

La fonction salariée est en grande mutation. Il y a un phénomène de travailleurs indépendants. Caractérisé par le digital, les plateformes avec des emplois plus courts dans la durée se développent. En France, 25% de la population a eu recours à un emploi indépendant en 2016.

Cela comporte des avantages. Pour les Entreprises, ce phénomène développe la compétitivité pour les travailleurs les moins qualifiés dans la mesure où ils peuvent travailler grâce à ce statut. On assiste à une tendance au « *consommateur producteur* ». C'est un phénomène mondial et multiforme qui se dessine.

Pour conclure, il semble intéressant de se demander : Comment exploiter tous les potentiels des nouvelles technologies ? Comment mettre en place une charte de bonne pratique de l'économie collaborative ?

Faut-il s'attendre à une nouvelle crise financière ?

Y PERRIER, Amundi

L'activité principale est la gestion des actifs. Pourquoi cette crise ? Il y a une cause structurelle (l'endettement), mais aussi la perte de la maîtrise du système (mauvaise gestion de la liquidité des banques, et la complexification des produits financiers). Il en découle, un accroissement de la dette. La croissance permettra de retrouver de l'inflation. Les Banques centrales doivent maintenir des taux bas.

T BUBERL, Axa

La gestion des risques et la supervision sont renforcés. La transparence sur les marchés financiers est meilleure qu'en 2008. L'assurance est focalisée sur le long terme. On observe un besoin de renforcer les données personnelles. De plus, ajouter de la réglementation semble nécessaire notamment face au « Shadow banking » (produits financiers qui ne sont pas issus des banques).

Par ailleurs, Il faut éviter la stagnation. Comment répondre aux défis qui proviennent des nouvelles technologies ? La cybercriminalité, les risques climatiques, l'effet des taux d'intérêt sur la population représentent des défis prioritaires à relever.

Il faut éviter la crise de la confiance. L'Europe est plus longue dans la résolution de la crise comparée aux USA. Instauration de la confiance dans le système est fondamentale.

Banque, assurance et Asset managers doivent être alignés. Le défi des agents financiers est de savoir comment peut on gérer les flux vers le secteur productif.

Pour conclure, on estime que la mesure la plus urgente est de garder la confiance dans le système car c'est elle qui dirige les marchés. L'importance est de renouer avec la croissance car c'est elle qui réduira en partie la dette.

La France est-elle prospère ?

Il y a une opposition paradoxale en France. On compte 35% de diplômés du supérieur.

La France fait partie des pays qui ont le meilleur taux de créateurs d'entreprises par rapport au nombre d'habitants dans l'OCDE.

Les Inégalités restent globalement faibles dans l'OCDE dans la mesure où le taux de pauvreté reste plutôt faible au sein de l'OCDE. On compte 17 Entreprises du CAC 40 parmi les leaders mondiaux. On note également que la productivité salarié en France, est supérieure à l'Allemagne et proche de celle des USA.

Par ailleurs, la part de l'industrie reste maigre, la capacité de production baisse, et le chômage structurel est estimé à 8,5%.

La taxation du capital est environ de 45%. Le Système éducatif français est considéré comme élitiste. On observe que la modernisation du capital des entreprises reste faible.

Il y a beaucoup de défaillances spécifiques : la baisse du niveau de compétences malgré les diplômes (qualité de formation parfois faible), ainsi que la bipolarisation du marché du travail car les emplois créés sont peu sophistiqués. On observe une frustration légitime des diplômés.

Il apparaît fondamental que les PME et les grands groupes doivent travailler ensemble. L'Etat doit mettre des frontières dans ses dépenses pour rester efficace dans ses investissements privés. Nous avons la capacité de développer des emplois plus sophistiqués pour stimuler une croissance macro économique.

Les Start-up ne vont pas effacer le chômage. Les écosystèmes d'affaire doivent être aidés et libérés pour permettre de retrouver de l'emploi.

A FREROT, VEOLIA

On observe un sentiment d'être moins prospère. En effet, il y a moins d'industrie et plus de chômage.

On constate que les Français n'aiment pas l'entreprise notamment car ils ont le sentiment que la création de richesse est inégalement répartie entre les acteurs.

Les objectifs de l'entreprise ne reposent pas seulement sur la maximisation du profit, mais ils sont multiples. La satisfaction des parties prenantes est tout aussi nécessaire pour assurer un fonctionnement harmonieux.

Par conséquent, la performance est plurielle, elle est représentée par différents indicateurs. Il faut choisir des indicateurs pour chaque performance car il existe des objectifs contradictoires. D'une part, l'entreprise doit arbitrer les performances, trouver le compromis entre les différentes parties prenantes. (fournisseurs, salariés, actionnaires...) à faire au sein des conseils d'administration pour réconcilier les français avec l'entreprise.

On compte aujourd'hui 1,8 millions de jeunes sans qualification qui trouvent de moins en moins d'emploi.

Il y a une nécessité de gérer le flux, avant de gérer le stock. L'apprentissage est à développer dans la mesure où le chômage des apprentis est quasi nul.

M COMBES, Altice

La France dispose de nombreux atouts. Elle possède un tissu de PME important. Le statut « d'auto entrepreneur » est un succès.

Dans le digital, on compte plusieurs licornes (entreprises prospères mais non cotées). En comparant aux USA ou à la Chine, la France en compte peu (Blablacar, vente privée, OVH et Critéo). Il y a une nécessité de penser nouveau. Un changement de logique se pose « le + grand danger dans un moment de turbulence, ce n'est pas la turbulence, mais de réfléchir avec la logique d'hier ». Il semble important de passer d'une Europe de contraintes à une Europe puissante.

Le digital est source d'opportunités mais aussi de craintes. Pour développer le digital, il y a un besoin d'investissements dans les infrastructures mais pas seulement au niveau de l'Etat. Des entreprises privées sans subvention sont prêtes à développer le réseau. A chaque création de richesse, il y a une taxation limite de développement dans les infrastructures. On assiste à un changement de modèle qui implique de responsabiliser les acteurs privés.

Le développement de la fibre optique doit se faire partout en Europe. Le traitement équitable entre les opérateurs implique de positionner les entreprises d'Europe et le reste du monde en étant juste dans la taxation.

La révolution digitale passe par le développement du DATA. On assiste à une opposition entre les grands groupes et les PME. Des créations d'emplois devraient apparaître si les grandes entreprises travaillent avec les PME car elles se nourrissent l'une de l'autre.

Le taux d'adoption des nouvelles technologies reste élevé en France. On observe une certaine appétence pour ces dernières. L'Etat accorde des moyens pour faciliter l'innovation, mais menace certains emplois. Il y a une nécessité importante d'investir en formation.

Il est important d'embrasser le mouvement. Par rapport au développement de la numérisation et des infrastructures, la France a du retard.

La GPEC permet d'adapter les effectifs du point de vue qualitatif et quantitatif face aux évolutions futures.

V CALMELS, mairie de Bordeaux,

La prospérité dépend d'où on l'observe.

Bordeaux est en pleine croissance (+10000 hab/an) mais une fracture se crée avec les territoires voisins.

Il y a un manque d'infrastructure dans le numérique pour aider le développement des entreprises. Il existe beaucoup de prise de risque mais celles-ci ne sont pas suivies dans les aménagements du territoire.

Il semble opportun de tisser des partenariats avec les agglomérations voisines pour favoriser le co-développement.

Les infrastructures de mobilité permettent d'accéder à une meilleure équité de répartition sur les territoires.

On observe une certaine frustration des populations car les pays créent de la richesse toutefois, on compte 9 millions de pauvres en France avec un chômage chez les jeunes de 25%.

L'Etat doit être un facilitateur du développement des entreprises. La dépense publique est mal gérée. Il serait souhaitable d'en augmenter l'efficacité notamment en priorisant les fonctions régaliennes.

Le nombre de fonctionnaires peut être diminué s'ils sont mieux payés, en leurs offrant de réelles perspectives de carrière.

L'Etat ne peut pas tout faire, il semble important de redéfinir les frontières de l'Etat pour responsabiliser les entreprises.

Enfin, il existe un problème au niveau de la formation. La France continue à former à des métiers marginaux ou qui ont disparus. Le système éducatif français est trop rigide.

Est-il nécessaire de contrôler l'innovation ?

Il y a un pouvoir ambivalent de l'Innovation. Peut-on arrêter le progrès ? L'exemple d'UBER avec les dégâts sociaux interpelle.

Nous vivons dans un monde d'hyper innovation, avec une culture du changement, et des innovations multiformes. (Incubateurs, innovations pour le bien public..). Il existe un jeu complexe de contrôle de l'innovation.

Les innovations majeures notamment ont des effets à long terme. Les effets sur l'emploi et la croissance sont difficiles à estimer. L'innovation remet en cause nos besoins. Avec Blablacar, on assiste à une mixité des usages.

Ce phénomène s'amplifie. Faut-il le piloter ? Orienter l'innovation ? Il y a une nécessité de prévoir et d'anticiper entre les différents secteurs (énergies fossiles..)

Il y a des pouvoirs de divers citoyens qui s'affrontent ou s'associent dans l'innovation. Le jeu des contre-pouvoirs et des pouvoirs reste déterminant. (ONG, syndicat...)

M CICUREL, organisme financier

Il n'est ni possible ni souhaitable de vouloir contrôler l'innovation. Vouloir contrôler l'innovation peut être un handicap pour la France comparé aux USA dans le domaine du numérique notamment.

Le numérique est en faveur de la prospérité du monde mais pas de la prospérité de tout le monde. Le monde va passer de 6 à 9 milliards de personnes. Il y a une nécessité de mettre du numérique dans l'Etat. L'Afrique ne peut faire face aux nouveaux défis sans le numérique. Il y a aujourd'hui une nécessité de développer le « Capitalisme populaire mondial ».

B MICHEL Gecina, (spécialiste de l'immobilier de bureau)

L'innovation est un enjeu pour les villes et l'immobilier. Il n'est pas souhaitable de vouloir contrôler l'innovation. Il faut au contraire l'encourager. On assiste à une révolution de la désintermédiation grâce aux Plateformes (Airbnb, Blablacar...). Il y a un besoin de fluidifier le marché et de faire baisser les coûts.

Dans le logement, la gestion des services est en plein essor (ménages, remise de clé..); Nous vivons aussi une révolution sociologique dans le travail (télétravail, économie du partage..)

La moitié de la population mondiale se trouve actuellement dans les métropoles. La gestion des villes est déterminante. Il y a une nécessité de créer plus de mixité dans les villes. La ville est considérée comme un « foyer d'innovation ».

L'innovation est indispensable pour mieux vivre. La nouvelle économie remplace l'ancienne. L'Etat doit être vigilant sur l'utilisation des données personnelles et de la protection de la vie privée des habitants qui pourraient être exploitées.

N COLIN, The family

The family investit dans des start-up en Europe en offrant de l'éducation et de l'accès au capital.

L'innovation apparaît à partir d'un besoin et l'innovation se heurte aussi à des résistances.

Comment l'éthique peut être intégrée ? Cela concerne la bioéthique. La connaissance médicale double tous les 15 jours dans le monde.

O de BARROS Instituto Republico

Comment stimuler et orienter l'innovation ?

L'importance des coûts dans l'innovation est à prendre en compte.

Le Brésil doit adopter l'innovation pour assurer sa compétitivité. Il y a une nécessité d'encourager la politique d'innovation au Brésil, et d'aller plus vite dans les mesures.

La société doit s'organiser pour contrôler les lobbys de l'innovation. Quels sont les partages des gains de productivité ? Qui va définir les politiques d'innovation ?

Le défi de l'innovation concerne tous les pays avec la notion du partage des gains de productivité. Les cycles technologiques détruisent plus d'emplois qu'ils n'en créent. Par exemple, dans le numérique, il y a une nécessité de créer des institutions nouvelles.

V ROUAIX, Gfi Informatique

L'innovation dans le numérique a comme particularités : la vitesse de diffusion, des barrières à l'entrée très faibles, et un impact mondial.

Aujourd'hui, les Etats doivent reprendre la main pour agir de façon préventive pour l'avenir. L'intelligence artificielle sera destructrice d'emploi, mais générera aussi des opportunités d'emplois. Enfin, il y a un besoin de contrôler. Comment l'écosystème générera l'avenir des citoyens ?

L'Etat dépense 10 milliards d'Euros pour l'innovation notamment, grâce au crédit impôt compétitivité. Le big data nourrit l'intelligence artificielle.

Le numérique a donné accès à la formation comme en Afrique, ce qui permet de lutter contre les inégalités.

JM CHERY, Député ST Microelectronics

Nous travaillons pour un laboratoire mixte qui appartient au CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Des recherches pour stimuler l'innovation avec des partenariats sont en cours. De plus, un travail avec l'ensemble des stakeholders se dessine.

Les brevets et accords de confidentialité permettent de protéger l'innovation – La Chine est un pays ouvert. L'innovation est l'ADN de l'industrie.

La loi Moore est prise en compte. En effet, l'industrie micro économique double les facteurs de performance. « *Soyez créatifs, soyez innovants, on y répondra toujours* ». Le big data c'est aussi la compréhension de signaux faibles.

L'innovation est-elle créatrice d'inégalités ? Elle s'inscrit dans plusieurs cycles. D'abord, les créateurs et investisseurs travaillent ensemble. Cette phase génère des inégalités. Ensuite, la conduite par les pouvoirs publics vise à réguler les inégalités. Des institutions se créent pour orchestrer la redistribution des richesses.

Pour conclure, il faut stimuler et créer une culture d'innovation. De plus, quelle forme de partage des gains de productivité est-il souhaitable? Le capitalisme populaire est-il une solution ? Une mobilisation politique, économique et sociale semble nécessaire.

Toujours plus de productivité

Depuis 60 ans, la productivité n'a cessé d'augmenter. Cela a créé des déséquilibres environnementaux.

La productivité est le rapport en volume entre la production et les moyens mis en œuvre.

Il y a une répartition des biens de productivité, une inégalité dans la répartition des richesses (J STIGLITZ) ainsi que des déséquilibres économiques (surexploitation des pays émergents).

Il y a une nécessité du rôle des pouvoirs publics de répartir ces gains. L'inégale répartition des richesses crée des désastres sociaux. Par exemple, les délocalisations sont une conséquence de la division internationale du travail.

La productivité est liée à la législation. Par exemple, à l'horizon 2040, N HULOT veut interdire la vente du moteur thermique neuf en France (essence et diesel).

R ATKINSON

Avons-nous besoin de plus de productivité ?

Cela semble évident. Il y a eu un problème entre 1985 et 2014 où la France a perdu en compétitivité salariale, par rapport aux Etats-Unis. Pour être concurrentiel, un pays doit augmenter sa productivité.

Pourquoi la productivité suscite-t-elle des polémiques ? Augmenter la productivité permet de résoudre la crise. Il faut innover, néanmoins, on constate qu'il existe une réelle Robophobie. En 1962, un livre sur les robots qui nous tueraient existait déjà. On n'a parlé du néolibéralisme. P KRUGMAN disait qu'il ne connaissait rien de la productivité et que c'est le marché qui doit réguler. Cependant, l'Etat a aussi son rôle à jouer.

C de BILBAO, GE France

Comment Général Electric trouve-t-il des gains de productivité ?

Il s'agit aujourd'hui de produire mieux, même s'il faut produire plus. Cela représente un défi démographique. Comment procéder ? L'innovation est un facteur permettant d'accompagner les mutations technologiques.

Les facteurs de flexibilité et d'agilité de l'Entreprise sont à prendre en compte. Il y a une nécessité en France de digitaliser l'économie. On est passé d'une économie de masse à une productivité plus individualisée et agile.

Par exemple, l'impression 3D crée de nouveaux business modèles en offrant la possibilité d'une production équitable pour rétablir la productivité. Cela fonctionne seulement si l'on place l'homme au cœur de la productivité. Les industries ont un rôle à jouer dans la productivité.

Le facteur confiance incite à la fois les consommateurs à consommer et les investisseurs à investir. Même si c'est difficilement mesurable, cela reste fondamental.

On va vers des hybridations de métiers (métiers multi-compétences) et une évolution vers des métiers plus qualifiés. Remettre les salariés au cœur du système productif est une vraie question. Général Electric signe des contrats « pays/ Entreprises, et s'engage à construire des écoles.

C CABAU-WOEHREL, Port de Marseille Fos

Shanghai constitue le premier port au monde. Il traite plus de 36 millions de containers.

Parmi les plus gros armateurs mondiaux, trois sont européens. La productivité en matière portuaire va toujours plus loin. Quelles en sont les limites ? Les navires doivent passer le moins de temps possible sur les ports et avoir la meilleure ergonomie possible (basse consommation). Les ports ont mis en place des indicateurs de performance (tps de rotation, tps moyen dans les ports..)

Ce modèle de productivité s'essouffle en Europe car nos infrastructures ne sont pas duplicables. Des moyens alternatifs doivent être trouvés. Une combinaison maritime et terrestre doit être repensée. Le concept de « *Smart port* » pourrait être une réponse à ce problème. Il s'agit d'une déclinaison d'outils pour allier des préoccupations sociétales.

A Marseille, il y a une volonté de mettre l'économie numérique au profit des ports. Le développement de la géothermie marine et le digital sont au service de la qualité environnementale.

T MALLET, Transdev

La productivité est une obligation quotidienne pour notre Entreprise. Des efforts quotidiens sont mis en place. Par exemple, le développement des bus électriques à Eindhoven profite à la collectivité.

Il y a une nécessité de maîtriser les externalités négatives et une volonté d'accès qui facilite les services dans les villes. La logique d'autonomie dans les transports marque le passage « *de temps perdu, au temps utile* ».

La ville de demain est une ville intégrée. La voiture autonome va révolutionner l'emploi. Il y a une nécessité que la productivité ait un sens et qu'elle soit accompagnée. Les changements technologiques doivent être accompagnés sur le thème des chauffeurs. Dans le domaine de la productivité, il faut se donner du temps.

Des questions sur l'évolution des carrières et l'accompagnement des chauffeurs se posent. La nécessité pour l'Entreprise est d'assumer cette responsabilité. Des questions sur la GPEC sont indispensables. La productivité ne peut se faire sans l'humain qui se doit d'anticiper pour répondre à ces nouveaux défis.

D SILVERS (AFL-CIO)

Il y a un paradoxe en matière de productivité. La productivité est un ratio. Il y a aussi la productivité énergétique. On observe un quiproquo avec la productivité de la main d'oeuvre. Il y a une nécessité d'accélérer la productivité.

Les investissements des Entreprises ont baissé tout comme les investissements publics d'environ 3 billions de dollars. Après la crise financière, l'investissement a décliné.

Les médias et les hommes politiques ont contribué à la baisse des investissements. Comment mettre en place un consensus social entre le privé et le public pour augmenter les salaires ?

Le protectionnisme protège t-il ?

Depuis les subprimes, on avait un protectionnisme lardé. Aujourd'hui, 5% du commerce mondial est affecté par la crise. Il y a une volonté de réduire les déficits bilatéraux (échec du TAFTAT). Pour D TRUMP, il faut protéger les Etats-Unis du reste du monde, d'où sa volonté de mettre en place des droits de douanes sur les importations et les exportations.

Le commerce International ne doit pas être régulé par des taxes mais par des règles. Les règles existantes doivent être respectées. Enfin, il est nécessaire d'étendre ces règles à l'environnement, au social, et aux réformes fiscales.

En matière de commerce, les règles protègent contrairement aux taxes.

D'après les derniers accords conclus au G20, la lutte contre le protectionnisme qui vise la concurrence déloyale est à éradiquer.

JP CLAMADIEU, Solvay

Solvay est un groupe Belge, leader mondial de la chimie. Aujourd'hui, les Supply chain sont interconnectées. Les produits traversent les frontières dans tous les sens. Cela permet de développer des coûts bas. Les règles de l'OMC doivent être respectées notamment concernant l'acier où les panneaux photovoltaïques en Chine. Ces accords permettent de faire respecter des règles communes. La formation accompagne ces mutations. Solvay a créé des avantages sociaux pour ses salariés dans le monde.

JM JANAILLAC, Air France

Le secteur aérien a impulsé le libre échange. Il représente 1/3 du commerce mondial en valeur. Il s'agit d'un secteur au cœur de la mondialisation. En 10 ans, les voyageurs ont été multipliés par 4. Le secteur est très réglementé car l'aérien a une fonction stratégique au sein des états. Les pays du Golfe considèrent que l'aérien est un outil de souveraineté. Quatre compagnies américaines se partagent 80% du marché. Les compagnies aériennes américaines sont plus protégées.

H VEDRINE, Ancien ministre des affaires étrangères

Le protectionnisme ne protège pas. Il y a un décrochage des classes populaires sur la mondialisation. L'Europe doit protéger pour certains politiques. L'Europe ne doit pas être « *l'idiot du village mondial* ». Pour répondre aux nouveaux défis, l'Europe doit être plus offensive.

Faut-il renoncer à la mondialisation ?

La mondialisation est un phénomène ancien. L'Age d'or de la mondialisation a eu lieu avant la première Guerre Mondiale (citation de KEYNES à propos des salariés). Nous vivons dans une deuxième vague de la mondialisation. Aujourd'hui, le diagnostic de la mondialisation est hétérogène dans le monde.

J PISANI FERRY, Cercle des économistes

Il y a des raisons intellectuelles à la mondialisation. On a sous-estimé les conséquences de certaines zones industrialisées. Il y a eu des problèmes de capacités instrumentales et en Europe, une Union Européenne qui pousse à l'ouverture et des Etats qui doivent gérer les conséquences. Aujourd'hui, il est nécessaire de résister au nationalisme. Il individualise les instruments au sein des pays. Les instruments actuels pour soutenir la mondialisation sont insuffisants.

T SHANMUGARATNAM, Vice 1^{er} ministre Singapour

Quelques pays convergent mais certains autres sont en retard. Il y a le problème de la classe moyenne. Le problème du développement mondial. Des politiques sociales sont à repenser.

T THIAM, Crédit Suisse

Quel est le rôle d'un groupe privé au sein de la mondialisation ?

La globalisation a été positive dans le monde même s'il y a eu des gagnants et des perdants. Il y a donc une nécessité de développer une bonne mondialisation. Par exemple, le téléphone cellulaire a permis à des populations du monde comme l'Afrique par exemple, de sauver des vies. Cependant, elle conduit incontestablement à des inégalités. La technologie a détruit plus d'emplois que le commerce international. Il y a une reconquête de légitimité sociale.

En conclusion, il ne faut pas y renoncer, mais aller vers une meilleure mondialisation. Pour répondre aux tensions, des instruments sont à déployer. La mondialisation affecte les communautés de façon durable. Les solutions ? Plus de changement technologique, une politique sociale plus active, une reconquête de la politique sociale des Entreprises. Développer l'éducation, faire éclore de nouveaux talents, le modèle social démocrate semble être adéquate.

Les instruments de la prospérité

Les instruments de la prospérité sont à étudier. Quelles sont les recommandations des analyses comparatives de la pauvreté ? Comment réduire les inégalités ? Quel est l'impact de la révolution digitale sur la nature de l'emploi ? (L'impact est négatif sur la création nette d'emploi). Comment améliorer notre système de formation ? La stabilité financière et monétaire est une condition nécessaire pour aborder les questions d'égalité et de solidarité. D'après F PERROUX, « *L'important est de couvrir les coûts de l'homme* »

F VILLEROY de GALHAU, banque de France

L'identité de l'Europe comporte un écart entre le revenu par tête et la prospérité. La « croissance inclusive » incluant les bonnes pratiques préoccupe actuellement. L'Europe partage un modèle social qui la définit (un système social, un dialogue social..) et cela conduit à des inégalités aux Etats-Unis. L'indice de Gini utilisé pour mesurer les inégalités, est inférieur. Il est tant de combattre les inégalités grâce notamment à de meilleurs modèles sociaux à l'intérieur des pays et par des règles de jeu collectives entre les pays. L'Europe doit reprendre le flambeau si les Etats-Unis ne veulent plus redéfinir les règles du jeu du commerce international.

Notre modèle social ne durera que si nous le réformons. Il est important d'oser des réformes pour la fiscalité des entreprises. Il y a de l'imprévoyance financière.

Il faut faire reculer le chômage, réformer le marché du travail et l'éducation, ainsi que la formation professionnelle et l'apprentissage. De plus, il semble nécessaire de casser les rentes qui sont les ennemies de la prospérité. Nous avons 2 fois et demi moins d'apprentis en France qu'en Allemagne, alors que le taux de chômage des jeunes français est plus élevé en France.

F BREGIER, Airbus

La notion de croissance interne est au cœur des préoccupations. Il s'agit de rechercher de la croissance ainsi que du développement. Il y a une nécessité de chercher la croissance dans les pays émergents par exemple. En Chine, il y a une majorité d'avions Airbus car la population évolue. En effet, le tourisme développe des emplois ainsi que la prospérité dans le pays. L'entreprise se développe par l'investissement. Par ailleurs, il est urgent de refondre les principes de l'éducation. Les fondamentaux sont à revoir ainsi que l'apprentissage. (Airbus Académy, école Airbus)

Les Nouvelles Technologies doivent être intégrées. Pourquoi les mondiaux des nouvelles technologies sont américains et non européens ?

Il est évident que les technologies qui évoluent doivent permettre de produire dans des Entreprises européennes. De plus, la solidarité est à développer.

Airbus a la responsabilité de formation pour le personnel et les nouveaux entrants.

Des progrès sont plus visibles au niveau micro-économique qu'au niveau macro économique. De plus, l'Afrique est sous représentée au G20. Seule l'Afrique du Sud est présente au G20 en tant que pays africain.

L'UE et la tentation de l'Exit

Le moral des européens est légèrement meilleur. Depuis la crise, il y a eu des améliorations mais des problèmes demeurent cependant. On déplore une absence de politique budgétaire. De plus, le modèle de l'intégration européenne est en panne. La protection des dépôts doit être protégée. Les taux de chômage sont élevés et l'intégration doit être plus équitable.

B COEURE, membre de la BCE

La construction européenne est irréversible et le Brexit n'y change rien. La croissance va mieux. La confiance dans l'Europe remonte. L'environnement reste favorable.

La renationalisation n'est pas la bonne manière de répondre aux bénéfices de l'intégration. La procrastination, c'est à dire, la tendance à remettre systématiquement au lendemain des actions, s'avère coûteuse. La crise grecque en est un exemple. Il y a une nécessité d'approfondir par l'action et par la construction. En conclusion, il faut légitimer l'Europe. De plus, accepter le jeu d'une géométrie variable. Comment combiner les priorités pour que le projet parle aux citoyens ?

Conclusion en 3 points :

Le Brexit est structurant pour tous. De plus, le budget négocié pour 2027 avec un risque de division est « out ». Il a un besoin de choisir les combattants tels que la France et l'Allemagne.

La France des cinq prochaines années

BALZAC montre qu'avec la volonté, on peut construire la prospérité grâce à la confiance, le numérique, le travail (œuvrer à une moindre polarisation du marché du travail), l'école (par rapport à PISA), l'ouverture (accueil, partage aux autres), la culture (répondre aux ambitions des gens ordinaires), les infrastructures. Il faut réconcilier tous ces contraires.

B LEMAIRE, ministre de l'économie

Comment transformer la France en prospérité ?

La France a choisi l'espoir et le renouvellement. Le pays a un rôle d'approfondir les transformations pour créer plus d'emploi et de prospérité pour tous. Nous avons la volonté d'aller **vite, loin et fort**.

Il y a une résolution d'accord sur la dette grecque. « *L'ennemi n'est pas la finance mais le chômage* ».

C'est parce qu'il y a un retour de la croissance, que nous devons aller vite dans les transformations.

Nous devons aussi tenir nos engagements dans les déficits européens. La baisse sans délai des impôts pour les entreprises constitue une de nos priorités.

Aller loin, c'est retrouver un esprit de conquête. La question éducative qui inclut la formation et l'apprentissage est centrale. Le travail d'hier est mort.

Le travail d'aujourd'hui nécessite de la formation tout au long de la vie. L'innovation est centrale.

Nous souhaitons agir « fort », notamment en faisant payer les impôts que les GAFA doivent pour maintenir une équité dans le commerce mondial.

Deux points sont à souligner. Tout d'abord, la nouvelle révolution technologique doit permettre de créer un environnement favorable avec un écosystème pour accompagner les nouvelles start-up dans la prospérité en France. Cela ne sera durable que si nous en faisons profiter le continent Africain.

Quel est le rôle de l'Etat dans l'économie ? Ce n'est pas de gérer les entreprises mais de créer un environnement favorable au développement des entreprises. De plus, il est essentiel de défendre nos intérêts stratégiques (les investisseurs sont dissociés des prédateurs)

B POTIER, Air liquide

« *Il faut regarder davantage les fonds marins, que les vagues* ». On observe deux tendances : La transition énergétique et climatique ainsi que la qualité de la vie. L'entreprise vit dans un monde qui doit être plus ouvert sur les préoccupations sociétales. En effet, la transition énergétique et climatique que nous traversons montre que les gens sont soucieux des ressources, et les entreprises se sont appropriées le sujet.

De plus, l'allongement de la durée de vie renforce la préoccupation des citoyens sur la qualité de vie.

Il y a une nécessité d'associer l'humain et le digital. Cela sera combiné dans les entreprises. Nous avons des progrès à faire en micro économie.

JB RUDELLE, Criteo

Criteo est spécialisée dans le ciblage publicitaire. Cela consiste à afficher des messages publicitaires sous forme de bannières sur des sites internet après qu'un internaute a fait preuve d'un intérêt particulier pour un produit sur un autre site.

La prospérité future proviendra du numérique. Aujourd'hui, ce sont les GAFAs qui tirent cette prospérité au niveau mondial. Il y a une nécessité de créer nos propres GAFAs européens. La logique « *Bottom up* » doit être préservée.

Pour qu'une innovation voit le jour, plusieurs élites doivent monter leur projet et non travailler pour des grands groupes. Il y a une évolution dans l'enthousiasme des jeunes à monter leur entreprise.

F SAUVIGNON, Médecins du monde

Le 21^{ème} siècle est un siècle de mobilité. On a une forte société civile en France.

Par exemple, la création d'un document d'investissement pour les jeunes créateurs souvent inexpérimentés est une réussite. L'objectif est de créer la confiance.

Il faut agir vite. Il est nécessaire de favoriser l'innovation au niveau européen avec les GAFAs.

Pour conclure, il y a la possibilité d'une réduction de la dépense et de la baisse des impôts.

Nous souhaitons proposer à 10% des meilleurs élèves des IUT pour leur offrir une poursuite d'étude d'excellence afin de favoriser l'égalité des chances.

Propos recueillis par S GOFFREDO